

Communiqué de la Coordination de Vigilance du GHU H.Mondor/A.Chenevier

Créteil, le 31 Mars 2020

DEUX MOIS APRES LE S.O.S, UN MOIS APRES LA LETTRE OUVERTE IL Y A URGENCE À PRENDRE SERIEUSEMENT EN COMPTE LES EXIGENCES DES PERSONNEL-LES, USAGERS ET ÉLU-ES

Il y a deux mois déjà, le 4 février 2020, l'intersyndicale CGT-SUD, **le C.I.H et le C.I.B** de l'hôpital Henri Mondor de Créteil lançait un S.O.S., qui, à la lumière de la situation que nous vivons aujourd'hui, montre qu'il n'était en rien symbolique.

Il y a un mois, en amont de la pandémie, la Coordination dans sa lettre ouverte faisait part, à tous les candidat-es aux élections municipales, de la situation particulièrement préoccupante du Groupe Hospitalier Universitaire (GHU) H.Mondor - A.Chenevier -E. Roux – G. Clemenceau – Joffre Dupuytren.

Au delà de notre GHU, ce sont 72 000 lits qui ont été supprimés à l'Hôpital Public en 15 ans, dont 4200 depuis 2018. Ce sont des milliers de lits de réanimations qui manquent aujourd'hui comme les 92 services d'urgences fermés en 20 ans et les 70 000 postes d'infirmier·es en 10 ans.

Nous ne nous réjouissons pas de cette situation mais force est de constater que les alertes que nous avons lancé depuis dix ans étaient justifiées et dramatiquement justes.

Mais concrètement nous nous inquiétons qu'aucune décision, à la hauteur des exigences nécessaires à la situation actuelle comme à celle « du jour d'après », n'ait été prise.

Le Directeur général de l'APHP qui s'apitoie aujourd'hui sur cette situation a superbement ignoré toutes nos alarmes, nos mises en garde, maintient aujourd'hui encore sa volonté de fermer 50% des lits de Soins de Longue Durée (SLD) dans les établissements de l'AP-HP, en accord avec l'Agence Régionale de la Santé d'île de France (IDF).

Pourtant, sur la base des informations qui nous parviennent, la situation dans notre département du Val-de-Marne est plus qu'alarmante tant à l'hôpital que dans les EHPAD publics et privés.

Dans ces derniers, les salarié·es et agent·e·s du secteur témoignent, toutes et tous, de leur grande détresse face à la peur de contracter le virus et le transmettre à leur famille et aux résident·e·s. La pénurie de masques, de matériel de protection, de tests de dépistage systématique dans les EHPAD fait craindre une situation qui confirmerait l'aberration des mesures de fermetures de lits en gériatrie (comme d'autres), au regard du constat fait par le gouvernement lui-même, après le rapports de la mission flash sur l'état catastrophique des EHPAD et le manque de moyens alloués à la dépendance.

Nous refusons qu'il faille une nouvelle situation de crise sanitaire pour se rendre compte du sort réservé aux personnes âgées en fin de vie dans notre pays ! Nous ne devons pas, comme le demande les professionnel·les, laisser les équipes des EHPAD seules face à la crise !

Dans tous les établissements hospitaliers, les personnels sont en « surchauffe », fatigués et ont peur par manque de moyens et d'informations. Ils ont le sentiment que leurs demandes, quoiqu'en dise M. Hirsch, ne sont pas prises en considération.

Pour notre part nous tenons à souligner le sérieux et l'abnégation des personnels de santé des hôpitaux et des EHPAD comme des équipes syndicales du département.

Nous notons le nombre important de cas de COVID-19 parmi les personnels du GHU, comme du CHIC et du CHIV, où les masques FFP2 et les solutions Hydro alcooliques sont donnés au compte-gouttes, ce qui pose problème que ce soit lors des transferts des patients "covid+" vers les unités dédiées créées dans ces hôpitaux ou lorsque les patients présentent des troubles cognitifs, rendant le confinement et les soins très compliqués. Il est donc indispensable que ces matériels soient distribués en nombre suffisant pour les protéger.

Le regroupement des centres d'appels, que nous dénonçons récemment, pose aussi problème, l'interdiction des visites entraînant un nombre important d'appels journaliers dans les services.

Nous sommes aussi inquiets pour les hôpitaux grande couronne (Clemenceau ou DUPUYTREN ou Paul Doumer par exemple) en raison de leur éloignement des centres de dépistage.

La transformation du bâtiment Réanimation-Blocs-Interventionnelle(RBI) à Mondor, en unité d'accueil de patients covid-19 sans moyens -matériels et humains- connus confirme le manque de lits. Cela est à rapprocher du nombre de services et d'hôpitaux fermés. Une situation d'autant plus préoccupante que l'on s'attend à une hausse des besoins en Ile de France, avec un pic proche de 2400 patients au 6 avril.

Il nous faut aussi relayer le besoin de masques chirurgicaux pour TOUS les patients hospitalisés en Hospitalisation à Domicile (HAD) et de masques FFP2/FFP3 pour TOUS les soignants HAD prenant en charge des patients Covid +.

Nous exigeons le dépistage de TOUS les patients symptomatiques hospitalisés en HAD et des masques FFP2 pour les soignants des patients symptomatiques en attente de dépistage ainsi que celui de TOUS les personnels symptomatiques et/ou en contact sans protections avec des personnes infectées. Nous exigeons des sur-chaussures ainsi que de vraies blouses de protection (type chimio), plutôt que les sur-blouses toutes fines qui se déchirent pour un rien.

Il faut prendre en considération les demandes des organisations syndicales du respect de la durée du temps d'isolement des personnel·les dépisté·es Covid +, de leur exigence d'une augmentation immédiate des salaires, de l'embauche de personnels et la stagiarisation des CDD ainsi du maintien de la durée légale du travail à 35 h hebdomadaire.

Conscient que dans ce contexte difficile et angoissant les directions et les équipes d'encadrement sont conduit à organiser le travail sur des plages de 12h, le personnel a besoin d'être rassuré sur l'aspect exceptionnel de ces organisations et ont besoin de savoir officiellement qu'elles n'ont pas vocation à perdurer. C'est pourquoi elles et ils sont sensibles aux gestes de solidarités des citoyen·nes, leurs applaudissements comme les pancartes de soutien à ne rien lâcher.

Cela exige que les coupes dans le budget 2020 de la Santé soient annulées et que l'ONDAM soit porté à 4,4%, indépendamment des dépenses liées au COVID 19. Il en va de l'avenir de notre sécurité sociale comme à l'automne prochain du financement de la dépendance.

**Contact : Dr Fabien Cohen, 0607285022,
Porte-parole de la Coordination de vigilance du GHU H.Mondor/A.Chenevier**